

Voix et Visages

ASSOCIATION NATIONALE DES ANCIENNES DÉPORTÉES ET INTERNÉES DE LA RÉSISTANCE - 241, BD ST-GERMAIN, PARIS 7° - 01 45 51 34 14

Lyon, capitale de la Résistance, zone sud



Qui d'entre nous n'a rêvé de Londres entre le 18 juin 1940 et notre retour à la liberté ? Londres, phare dans nos vies bouleversées, mais réalité par les appels du général de Gaulle, par les voix des Français parlent aux Français, par les messages que la BBC transmettait, par notre espoir d'être utiles à nos alliés ! Paris occupé où se formèrent immédiatement de petits groupes qui, quelquefois, peu à peu, prirent contact, ou même s'ignorèrent jusqu'au bout. Paris et le 11 novembre 1940 à l'Arc de Triomphe, une des premières manifestations publiques de jeunes narguant troupes d'occupation et polices !

Mais Lyon ? Lyon, où nous nous rendons le plus nombreuses possible en septembre prochain, principale ville de la zone sud, devint le véritable centre de la Résistance.

Lyon, occupée une première fois par la Wehrmacht le 19 juin 1940 – on a un peu oublié que, pour assurer leur sécurité, les autorités allemandes prirent dès ce jour en otage six des plus hautes personnalités de la ville – Lyon se vide des troupes allemandes le 7 juillet en vertu de l'armistice, signé le 22 juin. Le 29 juin Vichy, en raison de ses capacités d'hébergement, est choisi comme siège du gouvernement français de préférence à Lyon, pourtant première ville de France après Paris. L'agglomération lyonnaise compte à l'époque près d'un million d'habitants.

Le 8 novembre 1942, les Alliés débarquent en Afrique du Nord, et le 11 novembre, rompant la convention d'armistice, la Wehrmacht envahit toute la zone dite libre, dont Lyon bien sûr.

Ce très bref aperçu historique ne relève pas que, dès l'été 40, Lyon attire nombre

Denise Vernay

(suite p. 2)

Assemblée Générale du 20 mars 1998 (suite)

GENEVIEVE DE GAULLE ANTHONIOZ introduit la conférence de Mme Desroches-Noblecourt.

Je voudrais dire à notre chère invitée, Mme Desroches-Noblecourt, combien nous sommes heureuses et fières de la recevoir. Comme vous le savez, c'est une historienne d'art éminente. Elle est une égyptologue qui connaît admirablement l'art et l'Egypte ancienne. Elle a fait partie – et c'est peut-être de cela qu'elle va vous parler – de tous ces hommes et de ces femmes qui dès le début de l'occupation allemande et même, je crois auparavant, ont essayé de mettre à l'abri tous les chefs-d'œuvre que possédait notre pays. C'est une histoire absolument passionnante, celle d'une résistance tout à fait particulière. Nous sommes justement ravies que ce soit une femme qui va nous en parler. Et Mme Desroches-Noblecourt a plus que des souvenirs, elle a une philosophie de son propre métier. Elle en est pénétrée, elle en voit le rôle si important. Nous savons de plus en plus que ce monde ne peut plus se passer de culture ; que c'est vraiment aussi nécessaire que la nourriture (nous l'avons su aussi dans les camps quand nous étions privées de livres, et un livre pour nous était plus important que le pain). Le Général de Gaulle disait quand il a inauguré la Maison de la Culture de Bourges : *La culture domine tout ; elle est la condition sine qua non de notre civilisation d'aujourd'hui*.

Voilà parmi ces serviteurs, ces servantes de la culture et ces sauveurs de la culture, voilà Mme Desroches-Noblecourt.

Applaudissements

Ma Guerre au Louvre

par



CHRISTIANE

DESROCHES-NOBLECOURT

Madame la Présidente,

Je suis très gênée de parler devant vous qui avez tant souffert dans les camps de concentration. Je n'ai pas connu ces camps – je ne dis pas que j'aurais aimé les connaître – mais j'aurais aimé partager vos souffrances quelques fois. J'ai connu une incarcération quand même, alors j'ai peut-être droit à vous dire quelques mots.

Mon parcours dans la Résistance est double : d'une part dans les musées où j'ai essayé d'œuvrer, j'ai côtoyé des événements qui m'ont permis d'apporter ma petite pierre, d'autre part je faisais partie d'un mouvement

de Résistance qui était le premier et qui s'appelait *Résistance* ; je dois encore trouver dans mes papiers les premiers journaux *Résistance* qui ont été édités tout de suite après l'appel du grand Général.

C'était au mois de juin 40. J'étais membre de l'Ecole du Caire (sœur de l'Ecole de Rome, de l'Ecole d'Athènes). Quelques rares égyptologues pouvaient y accéder. Mon directeur m'avait demandé de revenir en Egypte, dès le début de la guerre puisque nous étions cinq pensionnaires et les quatre autres étaient mobilisés aux armées du Levant. Trois des quatre mobilisés devinrent vichystes... le

quatrième, l'arabisant Gilbert Baris revint à la Libération de Paris, avec la Division Leclerc.

Lorsque j'appris que la poche de Rethel était crevée, je demandais fin mai à revenir en France et le remarquable directeur, qui était le chef des gaullistes du Caire, M. Pierre Jouguet, m'y autorisa : « quand on bat sa mère, il faut être là ». Je pris le dernier bateau, le *Jean Laborde* qui venait d'Extrême-Orient – il n'y avait pas encore d'avion à ce moment-là pour rejoindre la France ! Le jour même de mon retour à Paris, les Italiens sont entrés en guerre.

Dès mon arrivée je me suis précipitée au Louvre voir Jacques Jaujard, le directeur des Musées, et c'est là que j'ai assisté à une scène extraordinaire qui m'a donné la mesure des âmes bien trempées et de celles qui n'étaient que faiblesse. Dans le bureau de Jacques Jau-

d'hommes et de femmes qui, pour une raison ou une autre, ne peuvent et ne veulent rester en zone occupée. De fait se forment déjà à Lyon, comme à Paris, de petits groupes de Lyonnais décidés à continuer la lutte qui accueillent, contredisant sa réputation de ville refermée sur elle-même, ses différents « réfugiés ». Lyon, centre de communication, croisée de chemins, apprenait-on en cours de géographie. Et ce fut bien le cas ! Lyon lieu de rencontre où naissent les mouvements *Combat*, *Libération*, *Franc Tireur*, réunis dans les Mouvements Unis de Résistance par Jean Moulin, le premier *Cahier de Témoignage chrétien* publié en novembre 1941. Lyon, c'est la Santé, rue Berthelot, l'hôtel Terminus, Montluc. Caluire tout proche où furent arrêtés Jean Moulin et ses compagnons avant d'être torturés par Barbie. Lyon, ce sont ses imprimeurs efficaces dans l'ombre, dont beaucoup payèrent de leur vie leur courage quotidien. Combien d'autres, otages ou combattants furent assassinés...

La Préfecture fut occupée par Albin Vistel, chef régional des FFI, Yves Farge, Commissaire de la République s'y installa cependant que les Allemands, pour retarder l'approche des Alliés, font sauter les nombreux ponts qui enjambent le Rhône et la Saône. Le dimanche 3 septembre les FFI sont là dans Lyon pavoisée.

Le Centre d'Histoire de la Résistance et de la Déportation nous apportera une connaissance détaillée de la résistance lyonnaise et je ne vous en dis pas plus.

Les Parisiens sont repartis dans la capitale, les Lyonnais ont retrouvé la paix dans leurs traboules si précieuses dans la clandestinité. Mais tous ceux qui ont participé de près ou d'un peu moins près aux activités souterraines de cette métropole ne peuvent l'oublier et admirent maintenant ses ponts reconstruits magnifiquement illuminés dans la nuit.

D. V.

jard, qui à ce moment-là n'était encore que le remarquable directeur du Musée du Louvre (et non des Musées de France – organisme qui n'existait pas encore), se trouvait un conservateur de province qui refusait de retourner à Saint-Quentin pour rapporter les célèbres pastels de La Tour. C'est qu'on y entendait déjà le canon, donc pas question !

Jean Cassou Conservateur du Musée d'Art Moderne

A ce moment-là j'ai vu un homme de courage qui était présent dans le bureau : c'était le directeur du Musée d'Art Moderne, Jean Cassou, écrivain et en même temps Conservateur du Musée d'Art Moderne. Je le connaissais depuis 1936. Jean Cassou dit simplement (il était beaucoup plus âgé que celui qui refusait de sortir de Paris) : *j'y vais* et il est parti. Il est revenu avec les pastels de La Tour. Elle a été ma première rencontre avec Jean Cassou agissant, pour moi c'était un collègue très intelligent, très estimable, que j'admirais. J'étais trop jeune en effet pour le considérer comme un confrère. On avait beaucoup de respect en ce temps-là, quand on était jeune, pour ceux qui avaient dépassé quarante ans. Quelques jours après Jacques Jaujard me chargeait d'évacuer les 380 caisses contenant les principaux chefs-d'œuvre du Département égyptien, déposés depuis le début de la guerre au Château de Courtalin. Le nouveau dépôt était le Château de Saint-Blancard dans le Gers.

J'ai donc évacué mon département en trois voyages dans des camions semi-bâchés, non sans avoir été arrêtée par l'avance allemande au sud de la Loire. Il y avait quelques militaires allemands qui ne répandaient pas encore la terreur nazie. C'était assez étrange comme ambiance. J'avais fabriqué un *ausweiss* : je ne sais s'ils ont bien regardé, mais j'ai pu retourner rechercher ce que j'avais laissé à Courtalin et, après avoir été de nouveau dans le sud pour amener mon troisième chargement, je suis revenue à Paris.

Quelques jours plus tard, je retrouvais Jean Cassou en sortant du Louvre, devant la statue de Gambetta que les Allemands ont fondue comme bien d'autres : ce n'était pas un chef-d'œuvre, mais cela représentait quelque chose – maintenant il y a un moulage de la statue équestre de Louis XIV. Voici le bref dialogue échangé : – *Nous sommes plusieurs amis qui allons nous réunir. Voulez-vous être des nôtres ? – Qu'allez-vous faire ? – Nous allons parler de ce que nous ne pouvons admettre comme malheur pour la France. – Alors vous avez écouté l'appel du Général de Gaulle ? – C'est cela. – Moi aussi je l'ai écouté et je voudrais bien faire quelque chose avec vous.* C'était fin juin et nous nous sommes réunis pour la première fois chez les Emile-Paul, les derniers éditeurs d'Anatole France, deux vieux messieurs adorables. Ils habitaient dans une rue jouxtant Saint-Germain-des-Prés, où était leur maison d'édition. Quand je suis arrivée j'ai rencontré des gens que j'avais connus au moment du Front Populaire. Il y avait l'écrivain Claude Aveline, puis Louis Martin-Chauffier, un journaliste

polémiste chrétien ; il était là avec un fils encore très jeune. Il y avait Marcel Abraham qui a été directeur de cabinet de Léon Blum et inspecteur général de l'Education nationale et puis aussi l'adjointe de Jean Cassou, l'historienne Agnès Humbert. Nous avons commencé par nous demander ce que nous pourrions faire. Car fin juin 1940, c'était naturellement tout à fait le début. Le choix, c'était d'abord de renseigner ceux qui étaient à Londres et cela était l'affaire de Claude Aveline qui réunissait tous les « tuyaux ». Il envoyait énormément de nouvelles sur ce que les « bottes cloutées » faisaient à Paris et très souvent les informations étaient de grande qualité. Je ne sais pas comment il y arrivait, mais il y arrivait. Un de ses amis possédait déjà un poste émetteur. Louis Martin-Chauffier nous apportait aussi de précieux renseignements. Surtout, nous y veillions, ne pas trop se connaître, ne jamais donner son nom et faire attention de ne pas avoir plus d'un seul intermédiaire entre nous ; c'est à cela aussi que nous devons de n'avoir pas tous été arrêtés. Mais cela a été aussi la chance ! Nous nous réunissions aussi parfois rue Monsieur le Prince chez deux professeurs au lycée Louis-le-Grand, les Duval. C'étaient des gens remarquables. Au fil de nos réunions notre activité s'étoffait. Très souvent quand on écoutait *Les Français parlent aux Français*, on retrouvait certaines des nouvelles qu'on avait envoyées. C'était réconfortant !

Notre mouvement s'est étendu car il a été immédiatement en rapport avec celui du Musée de l'Homme et des Pompiers de Paris. Vous évoquiez tout à l'heure Germaine Tillon, et vous avez parlé de ces étrangers qui ont su donner leur vie pour la France. Je rappelle Boris Vildé et Anatole Lewitsky qui en mourant ont crié leur honneur de mourir Français. Vous avez toutes connu cela, nous avons hélas très vite subi la trahison, non pas de certains d'entre nous – ceux-là étaient des solides – mais de certains qui avaient été contactés par d'autres. Agnès Humbert a été arrêtée à quelques mètres avant de monter chez les Duval, rue Monsieur le Prince. Une femme comme elle naturellement n'a pas parlé ; elle a été la première déportée de notre groupe, pas dans un camp de concentration, mais dans une usine de produits chimiques. Elle m'a raconté à son retour qu'elle travaillait sans gants et qu'elle avait eu les mains effroyablement rongées par les acides.

Le Protocole du Comte de Metternich

Quelques temps après je fus amenée à faire la liaison avec le dépôt de mon département qui était en zone sud. Jaujard avait très bien compris que c'était un moyen pour moi de contacter de l'autre côté ceux avec lesquels nous devions être en rapport. J'avais donc un *ausweiss* officiel. Il faut vous dire que survint dès l'arrivée des Allemands en Egypte, un homme remarquable, dénué de l'obséquiosité des conquérants allemands qui occupaient Paris, un homme qui n'a jamais osé ni voulu tendre une main qu'on lui aurait peut-être refusée, le Comte de Metternich, professeur à l'Université de Bonn. Il s'était fait déléguer par le gouvernement allemand ou plutôt par quelques instances qui ne dépendaient pas

directement du gouvernement nazi, pour protéger les œuvres d'art et surtout les musées. Il s'était mis tout de suite en rapport avec Jaujard qu'il avait félicité – le compliment n'était pas très heureux – de n'avoir pas voulu quitter Paris au moment de l'arrivée des Allemands. En effet lorsque les Allemands se sont présentés sur les marches de l'entrée de la Direction du Louvre devant l'Arc de Triomphe du Carrousel, le Comte de Metternich lui a dit : *Monsieur, je dois vous féliciter* (Jaujard encore une fois n'était pas très heureux d'être félicité par un Allemand), *vous êtes le premier fonctionnaire français que je trouve à son poste.*

C'est ainsi que le Louvre a été engagé dans la lutte dès que Jaujard a pu mettre sur pied un protocole avec le Comte de Metternich pour protéger les œuvres d'art dans les différents dépôts que nous avions en zone sud qui allait hélas ! deux ans après, être elle aussi occupée. Jaujard a dû sentir que Metternich ne nuirait jamais au Musée ; ils s'étaient tous deux mis d'accord pour qu'aucun objet des musées ne puisse être prélevé sans qu'un protocole signé par lui-même et par Metternich ne soit présenté. Ceci s'est passé pendant quatre ans, sauf le dernier mois où, par la veulerie du directeur des Beaux-Arts à Vichy, Louis Hautecœur, ont été enlevés : *Le bain de Diane* de Boucher convoité par Goering et le polyptique de *l'Agneau mystique*, dépôt sacré que les Belges nous avaient confié pour la seconde fois et qu'on a retrouvé dans les mines de sel de Silésie...

Le protocole s'avérant remarquable, Jaujard se sentait avoir un peu plus de liberté pour agir. De surcroît il était entouré d'amis, quoique je dois le dire, très peu dépendants des musées à l'exception de Pierre Verlay, le conservateur en chef des objets d'art qui avait déjà neuf enfants et qui adopta un petit israélien dont il fit le dixième enfant de sa famille. La plupart des conservateurs extérieurs, mis à part également René Huighe et Germain Bazin étaient de braves gens mais incapables de réagir positivement.

Aucun de mes confrères n'était au courant de ma Résistance aux côtés de Jaujard car je craignais non seulement d'être très mal vue, mais par voie de conséquence, un jour, dénoncée.

Je m'occupais de toutes les archives de Jaujard que l'on envoyait à Londres. Elles consistaient à informer le Général de Gaulle des vilénies et menées de M. Abel Bonnard et de tous ceux qui tournaient autour de lui et qui, quelquefois, envoyaient aux musées des ordres révoltants, des ordres que Jaujard passait son temps à contrer. Car tout se passait à Vichy où ces messieurs allaient faire la cour au Maréchal Pétain. De Paris, il était difficile de se faire entendre mais c'était un lutteur.

Dans le train Paris-Vichy

Après l'arrestation tragique d'Agnès Humbert nous avons dû cesser toute activité pendant au moins une vingtaine de jours car nous pouvions craindre d'être suivis, et du moins être plus vulnérables. Peu de temps après je partis inspecter mon département à Saint-Blancard, dans le Gers, munie d'un *ausweiss*

officiel signé du Comte de Metternich. A ma plus grande surprise deux officiers de la Gestapo montent à la gare de Moulins et me prient, d'une façon très désagréable de descendre. Je me verrai toujours encadrée par ces deux officiers de la Gestapo sur le quai de la gare de Moulins. Tous les gens qui étaient dans le train allant à Vichy, ou plus au sud, me regardaient, pensant : *En voilà encore une qui est arrêtée !* Les Allemands m'ont fait entrer dans un local aménagé dans la gare de Moulins et puis dans une pièce large comme cette table. Nous étions le 13 décembre 1940, j'entendais des hurlements au gramophone : l'enregistrement de gens qu'on était en train de torturer... Et puis après cela des chants militaires allemands. Quatre heures après on m'a introduite dans une grande salle où sept officiers, certainement des nazis fumaient des cigares énormes et avaient posé leurs grosses bottes sur la table. Ils commencèrent à me questionner brutalement, me disant : – *Oui, naturellement vous êtes une espionne ! – Une espionne ?* leur ai-je dit *Non, je suis une égyptologue.* Ils avaient saisi mon livre d'adresses et m'ont déclaré : – *Non, vous n'êtes pas une égyptologue, vous êtes trop jeune !* J'avais beau leur répondre – *Regardez, j'ai l'adresse de tous mes confrères. Vous pouvez leur téléphoner, vous êtes Allemands et il y en a deux ou trois qui sont vos compatriotes.* J'avais démenagé peu avant les meubles d'amis israéliens qui naturellement avaient été obligés de partir, et j'avais reçu un marbre sur le pied.

Rôle d'un « Pigeon-voyageur »

Je portais donc un pansement. Ils me l'ont retiré croyant que je cachais quelque chose, et puis, ils m'ont remis dans la cellule pendant trois jours. J'étais très perturbée parce que, en prenant le train, Jean Cassou m'avait confié comme d'habitude des tas de documents qu'il fallait que je passe et, naturellement, il n'était pas possible de les porter tous sur moi. Il y avait précisément une lettre très importante de Cassou à son beau-frère le philosophe Jan-kélevitch qui habitait à Toulouse et qui était sous la protection de Monseigneur Liénard, évêque de Toulouse. J'avais glissé cette lettre sous la glace des toilettes de mon wagon. Je ne sais pas si on retrouvera jamais le wagon ! Mais j'avais encore autre chose de très précieux transcrit sur un papier qu'on appelait à ce moment-là *Pigeon voyageur*. On l'avait collé entre deux de mes doigts. Le 13 décembre il faisait très froid et après m'avoir laissée mijoter pendant une journée dans cette petite cellule sans boire ni manger, je n'étais pas très fraîche et je me disais « Si j'avale le papier et qu'on me radiographie, on le verra. Si je le jette, où le jeter ? » Alors je l'ai gardé et j'ai bénéficié d'une chance insensée ! Ils ont fouillé partout, ils ont défilé mon manteau en peau de mouton, tous les ourlets de ma robe, les talons de mes souliers. Il pleuvait à mon départ de Paris, j'avais emporté un parapluie. Ils ont cassé le parapluie. Dans la cellule où l'on m'avait laissée mijoter il faisait un froid terrible ! J'avais les mains violettes, c'est la seule chose qu'ils n'ont pas « inspectée ». N'ayant rien trouvé, ils ont fini par me relâcher et... à me remettre dans un train pour Vichy... Le message a été passé ; il

est arrivé au grand homme de Londres. J'en étais vraiment très fière !

Avant de remonter à Paris, on m'avait prévenue : *Surtout ne rentrez pas par le même chemin car on ne sait jamais !* Je rapportais à mes amis un journal donnant les raisons du « départ de Laval ». C'était le 13 décembre 1940. J'ai raconté ma mésaventure à Claude Aveline qui l'a transcrite dans une des livraisons des Editions de Minuit. Je ne sais pas comment j'ai pu être libérée, je me le demande encore ! On ne pouvait rien me reprocher vraiment, mais ils auraient pu me reprocher tout ce qu'ils voulaient. Ils m'ont insultée. Moi je les ai insultés davantage en me disant : « Puisque je suis là, je ne sais pas ce qui va m'arriver, mais ils sauront tout ce que je pense d'eux ! » Or début 41 c'était l'époque où ils prêchaient la collaboration où ils envoyaient Arnaud Brecker pour haranguer ses confrères sculpteurs et des musiciens pour parler à Cortot et à je ne sais quel violoncelliste. Alors je leur ai dit : *Si c'est cela votre collaboration, cela n'ira pas loin !* Je les ai vraiment insultés. Ils m'ont demandé si je parlais allemand. Je comprenais bien, mais je leur ai dit que non. Naturellement je ne leur ai parlé que français.

Quelques jours plus tard le Général Franco et son Ambassadeur à Paris, M. de Léquérica, un ami intime de Pétain, ont prié le Directeur du Louvre de chasser Jean Cassou des musées pour la raison qu'il avait contribué à sauver les chefs-d'œuvre du Prado pendant la guerre d'Espagne. Cassou s'est trouvé sans ressources, avec un beau-père et une belle-mère juifs, une femme juive (une remarquable pianiste) et une petite fille. On a pu arriver à les faire passer en zone sud. Cassou s'est installé à Toulouse où, plus tard comme vous le savez il a été arrêté par la milice. C'est la milice qui l'a le plus torturé. Nommé par le Général de Gaulle Commissaire Général du Sud-Ouest, il a été pris au moment où la division *Das Reich* remontait vers le Nord. Peu après on l'a trouvé sur un tas de FFI morts, lui seul au corps encore mou. *Peut-être n'est-il pas tout à fait mort ?* Il est resté quarante jours dans le coma, il s'en est sorti et a pu encore œuvrer après la libération.

Le 6 janvier 1942 a eu lieu le grand procès des membres du *Musée de l'Homme*. Vous savez qu'on en a fusillés dix-sept, le plus jeune en dernier. Aveline a pu partir pour Lyon, Abraham pour Marseille, Martin-Chauffier pour Lyon et je suis restée seule à Paris. Je me demandais toujours pourquoi j'avais eu la chance de ne pas être retenue par les nazis quand j'avais été arrêtée. Puis je me suis rendue compte que mon *ausweiss* étant signé du Comte de Metternich, ils ont dû finir par le questionner et celui-ci m'a protégée. Je crois bien que Metternich était de la Résistance allemande contre les nazis.

J'ai continué à œuvrer avec Jaujard pendant quatre ans.

Nous avions aussi la charge de gens qu'il fallait héberger. Certains venaient me voir au Louvre, qui n'étaient pas spécialement venus pour me parler d'égyptologie mais parce qu'ils avaient besoin de cartes d'identité. Il fallait les dissimuler dans les sous-sols insoupçonnés du Louvre. Mon département

était presque en face de la passerelle des Arts, et quand on allait dans les réserves en sous-sol, en passant le long des vestiges du Louvre Charles V, on arrivait presque à la pointe des Tuileries, sous la Place de la Concorde. C'était extraordinaire. J'ai donc ainsi pu abriter notre officine de cartes d'identité.

Osiris protège des parachutistes

Egalement ai-je eu la joie de pouvoir cacher deux parachutistes anglais. On nous les avait amenés un jour, et là encore cela a été une chance invraisemblable, car beaucoup se sont fait prendre. Dans mon département la grande galerie Henri IV possédait un escalier qui menait à la crypte d'Osiris. Cette crypte assez large, qui contenait une aire de sarcophages possédait une petite niche profonde fermée : de fait elle communiquait avec un couloir qui conduisait à l'Eglise Saint-Germain-l'Auxerrois. Dans cette niche nous avions abrité nos parachutistes anglais. Pour les nourrir, il fallait des cartes de pain, de pâtes, de riz et on nous en a données. Il fallait les faire passer : on y est arrivé, mais ce ne fut pas très facile. De ces détails naturellement je n'ai rien dit à Jaujard, car cela l'aurait davantage compromis et il en avait suffisamment sur les épaules. Mais il eut la chance, pendant deux ans, d'être en rapport avec Metternich qui a été jugé en fin de compte par les Allemands, comme trop accommodant pour les Français. Ils l'ont envoyé voir ce qui se passait en Russie. Il a été remplacé par un officier d'origine polonaise qui n'était pas mal, mais naturellement beaucoup moins efficace.

C'est ainsi que nous avons passé la guerre au Louvre avec des hauts et des bas invraisemblables. Pour ma part j'ai toujours eu la « baraka ». On a la « baraka » ou on ne l'a pas ! Quand les Allemands m'avaient relâchée au bout de trois jours ils m'avaient avertie : *Vous aurez de nos nouvelles ! On vous inspectera tous les deux mois.* De fait j'ai été obligée de recevoir un Allemand pendant environ deux ans qui se pointait toutes les semaines au Louvre. Il fallait voir la tête des huissiers quand ils l'introduisaient dans mon bureau ! Il restait debout et je lui demandais ce qu'il venait faire. L'officier répondait : *Nous venons voir, Madame, si tout se passe bien.* Et puis au bout de deux ans la relève a été prise par un Allemand de près soixante-soixante-cinq ans. C'était un réserviste qui en arrivant m'a tendu mon livre d'adresses que les Allemands avaient gardé et m'a dit : *Madame, c'est avec toutes mes excuses.* Et il a ajouté : *notre seul espoir c'est qu'il y ait encore quelques chrétiens en Allemagne qui puissent nous aider.* Et il est parti sans oser me regarder.

Je ne souhaite pas vous raconter trop de ces histoires parce que vous en avez vécues beaucoup plus que moi, mais il est un chapitre que je souhaite rapporter : j'allais régulièrement inspecter nos dépôts grâce à l'*ausweis* du Comte de Metternich, et j'allais voir Jean Cassou à Toulouse. Un jour je le trouvais en ébullition. Lui demandant ce qui se passait il me répond : *Tout à l'heure nous avons eu la visite de la milice mais imaginez-vous qu'hier j'avais été recevoir un parachutage d'explosifs qui étaient chez moi quand j'ai été averti*

par des voisins que la milice venait. Ma fille avait 40° de fièvre (une petite fille qui avait neuf ans). Alors il n'y avait rien d'autre à faire, j'ai mis les explosifs à côté d'elle, sous ses draps ! La milice est venue et a cherché partout. Ils n'ont pas soulevé la couverture !

Puis quand je suis partie une fois encore à Saint-Blancard inspecter mon dépôt. En le quittant Cassou m'avait confié une mission très importante que voici : *Voilà, nous avons reçu des messages du Général de Gaulle me demandant de venir le rejoindre et je lui ai répondu : Non, je crois qu'à mon âge je dois rester dans mon pays car je peux y être encore plus utile qu'à Londres. Vous êtes assez nombreux à Londres. Je reste ici.* Le Général de Gaulle lui avait répliqué : *Je veux alors que vous m'envoyiez votre ambassadeur. Alors j'ai choisi notre ambassadeur, c'est Pierre Brossolette. Vous allez aller le voir, il ne vous connaît pas.*

Départ de Pierre Brossolette

Demeurait encore à Paris dans notre groupe, qui avait été si décimé, Jean Aubié, petit-fils de Groussier, propriétaire des Lithinés du Docteur Gustin et Grand Maître du Grand-Orient. Jean Cassou me spécifia : *Vous irez voir Jean Aubié et lui dire ce que j'attends de lui et de vous : C'est d'y aller tous les deux.* Je me suis rendue avec Jean Aubié le surlendemain de mon retour à Paris, rue de la Pompe, en face du Lycée Janson de Sailly où Pierre Brossolette tenait une petite librairie-papeterie. De là il faisait de la Résistance avec un groupe que je ne connaissais pas et que je n'avais pas à connaître ; il était en liaison avec Cassou lui-même en liaison avec beaucoup de gens qui tiraient les ficelles. Au moment où nous sommes entrés dans la librairie, Jean Aubié et moi, nous avons vu un vieux monsieur très digne, les larmes aux yeux, qui suppliait Pierre Brossolette. Naturellement, j'ai attendu que ce dialogue se termine et, quand cet homme est parti, Pierre Brossolette m'a dit : *Vous voyez, Mademoiselle, cet homme est le grand-père d'un de mes anciens élèves qui va être fusillé demain. Il est venu me demander d'essayer d'agir. Qu'est-ce que je peux faire ? Je peux rien faire avec ces horribles types. C'était poignant. Aussitôt après je lui ai dit : Je viens de la part d'Oncle Jean (on appelait ainsi Cassou), pour vous dire que le Général de Gaulle vous demande d'être notre ambassadeur. Il faut absolument que vous partiez pour Londres, une liaison aérienne est prévue dans trois jours.* Cet homme très fin, très mince, avec une figure très énergique et que je ne connaissais pas, ne m'a pas dit : « Madame, il faut au moins que vous me donniez un jour pour réfléchir et prévenir ma famille », il m'a simplement répondu : *Revenez après-demain.* Je lui ai dit : *Vous savez qu'il n'y aura plus qu'un jour !* Il a répété : *Cela ira. Revenez après-demain.* C'est ce que Jean Aubié et moi avons fait. Lorsqu'il nous a donné sa réponse, il a simplement déclaré : *« J'ai prévenu ma femme et c'est entendu ».* Quelques temps après nous avons appris par un message de Londres qu'il était arrivé.

Je ne connaissais pas Mme Brossolette ni ses enfants qui étaient très petits. Depuis j'ai lu nombre de livres où on raconte l'histoire de Pierre Brossolette, mais son départ pour Londres on ne le raconte pas. J'ajoute que Madame Brossolette a été remarquable aussi. J'ai appris par Claude Aveline qu'elle avait joué une comédie formidable. Elle est allée le lendemain du jour où son mari est parti au Commissariat de Police, affolée, en disant : *Ecoutez, mon mari n'est pas revenu. Il a disparu. Est-ce que vous pouvez faire des recherches ?* On a fait des recherches et on n'a rien trouvé. Elle aurait ajouté : *« Il est encore parti avec des gourgandines ! ».* Et c'est comme cela qu'elle n'a pas été inquiétée.

Comme vous le savez Pierre Brossolette qui avait été plusieurs fois parachuté en France pendant deux ans et demi, un jour a raté son départ aérien. Il a pris une barcasse de pêcheur en Bretagne, il y a eu une tempête et il a été obligé de revenir au port. Il a été arrêté par la milice et mis en prison sans qu'on connaisse son identité. On savait qu'il avait une mèche de cheveux blancs sur le front, il la teignait quand il se faisait parachuter en France. En prison elle s'est mise à pousser et il fut reconnu par la milice. C'est alors qu'il a été emmené à Paris où il a été affreusement torturé. Pour ne pas parler, il s'est jeté par la fenêtre. Il est évident que s'il avait prononcé des noms, nombre d'entre nous ne serait pas là !

Le Conseil supérieur des Beaux-Arts

J'aurais mille autres choses à vous raconter, mais la seule qui est pour moi un devoir de souvenir et qui sera ma conclusion, c'est d'évoquer le Conseil Supérieur d'Enquête des Beaux-Arts qui a siégé à la fin de la guerre. Jaujard m'a dit : *Jean Cassou est encore très malade, les autres n'ont pas été brillants. Il n'y a que vous. Vous représenterez les musées au Conseil Supérieur des Beaux-Arts.* Cela a duré huit mois. Il y avait un juge remarquable qui a dirigé les travaux. Nous avions à instruire les dossiers de tous les fonctionnaires qui avaient collaboré, honteusement, sans parler de ceux qui trouvaient que le Maréchal Pétain était l'homme le plus extraordinaire du monde. Nous avons alors assisté à une succession de dénonciations effroyables par des gens qui rejetaient la faute sur leurs subordonnés. Aux actes de lâcheté ont succédé des interventions odieuses.

Un exemple : ainsi une chanteuse connue, professeur de chant au Conservatoire, Madeleine Croizat qui a propagé la chanson française dans le monde entier, était atteinte d'« hitlérisme » aiguë. Elle exhibait le portrait dédicacé d'Hitler sur son piano ; son fils, qui avait l'âge d'aller au service militaire au moment de la guerre, elle l'avait convaincu d'aller s'engager dans la Légion Charlemagne ! Aussi devait-elle passer devant le Conseil Supérieur d'enquête. Il était de notoriété publique qu'elle avait fait auprès de ses étudiants un prosélytisme inacceptable. Comme il n'y avait aucune preuve de dénonciation de sa part, on allait lui passer un savon magistral puis lui demander d'aller se mettre en province à l'ombre. C'est tout. Pendant

Notre devoir de mémoire*



par FRANÇOIS BERTRAND

Le livre *Notre Devoir de Mémoire*, signé François Bertrand, est l'aboutissement d'un travail collectif de vingt et un survivants d'un des dix derniers convois qui quittèrent Buchenwald entre le 6 et le 10 avril 1945, alors que l'armée américaine libérait le camp le 11 avril.

François Bertrand s'est fait, comme il le dit lui-même, « le scribe de ses compagnons » pour écrire et témoigner, avant qu'il ne soit trop tard, de ces hallucinants transports, dont on parle si peu et qui sont souvent inconnus : transports pendant lesquels environ 34 000 hommes sur 38 000 partis de Buchenwald moururent en quelques jours dans des conditions atroces, alors que la libération et la victoire étaient si proches.

Cette évacuation massive ne fut pas le fait d'une improvisation. Ce fut sur l'ordre d'Himmler lui-même que l'Oberführer Hermann Pister prit « toutes les dispositions nécessaires pour diminuer la population de Buchenwald. Ce fut ainsi que 38 000 hommes, dont la plupart venaient du « Petit camp » furent évacués à pied et/ou par voies ferrées dans des transports qui ressemblèrent bien vite à des convois d'extermination, d'où bien peu de déportés survécurent.

Du premier convoi, parti le 6 avril 1945, presque uniquement composé de juifs, on ne sait pas ce qu'il est advenu. Des neuf autres, grâce à de nombreux documents, on a pu retrouver leur trace, leur cheminement et les moyens de transport qu'ils ont empruntés.

Ma Guerre au Louvre (suite)

que l'instruction du dossier était en cours voilà qu'un huissier (nous fonctionnions aux Beaux-Arts, rue de Valois), vient nous dire qu'un monsieur voulait voir le Président et que c'était très urgent et très important ! Le Président me délègue. Je découvre alors un monsieur très grand qui parcourait la salle des Pas perdus avec une nervosité évidente et je lui demande ce qui l'amène. Il répond qu'il vient témoigner contre Madeleine Croizat. Je lui fais remarquer qu'on ne lui a rien demandé. — Mais, objecte-t-il, j'ai beaucoup de choses à dire sur son attitude. Savez-vous qu'a fait cette femme ? Elle a laissé mon fils s'engager dans la division Charlemagne ! Ma réponse fut : Monsieur, c'est parce que vous ne vous en êtes pas occupé, que vous l'avez abandonné ! Alors prenez la porte ! Qui êtes-vous d'ailleurs ? Réponse : Arthur Honegger.

Des affaires comme celle-là, vous n'imaginez pas combien il y en a eu ! Ainsi, enquêtant sur les conditions du rapt du *Bain de Diane* et du rétable de l'*Agneau mystique*, nous avons été amenés à examiner le dossier du Chef de Cabinet du secrétaire général des Beaux-Arts, M. Louis Hauteœur, historien de l'art, qui passait son temps auprès d'Abel Bonnard et visait une brillante promotion. On interroge son Chef de Cabinet qui était en même temps son secrétaire particulier et qui finit par nous répondre : *Ce n'est pas ma responsabilité, c'est celle de Monsieur Hauteœur.*

Nous avons donc été obligés de convoquer Louis Hauteœur et de mettre au net ses activités de directeur général des Beaux-Arts

pendant quatre ans. Il a été un des collaborateurs sans doute parmi les plus serviles et parmi les plus complaisants. Privé de ses droits de citoyen français (indignité nationale) pendant dix années, il est alors parti en Suisse enseigner l'histoire générale de l'Art et puis il est revenu finir ses jours en France.

Un détail : en 1942 lorsque Jacques Jaujard — excusez-moi, je suis obligée de me mettre en cause, mais c'est pour l'Histoire — a créé pendant l'occupation un des cinq premiers poste d'assistants et choisi de me mettre en premier sur la liste, Louis Hauteœur s'y est opposé en disant : *Elle a refusé de signer le serment de fidélité à notre Maréchal.* Alors Jaujard a tenu à se rendre avec lui chez le Ministre de l'Education Nationale, Jérôme Carcopino, pour arbitrage. Celui-ci a écouté le long exposé et, à la fin, a prononcé son verdict : — *Elle a refusé de signer le serment de fidélité ? — Oui, oui...* intervient Hauteœur *c'est ignoble. — Eh bien, je la nomme,* dit Carcopino, *elle est sincère avec elle-même.* Quand Jaujard a tenu à me raconter l'incident, il a ajouté : *Je veux qu'à la libération vous puissiez témoigner de l'action du Ministre car on ne manquera pas de le poursuivre et de l'insulter.*

Voilà ce que je peux vous dire, en vous parlant très librement à bâtons rompus, de quelques actions de résistance pendant les quatre années de l'occupation.

Le devoir du souvenir, c'est je crois, d'évoquer aussi bien la lâcheté de la collaboration que les héros de la Résistance.

Applaudissements

François Bertrand et ses compagnons partirent par le troisième convoi, le 7 avril 1945, et c'est le récit de leur hallucinant voyage qui est le cœur de l'ouvrage.

Lui et ses compagnons de misère encore survivants 50 ans après ont réussi à rassembler leurs notes et tout ce qui était enfoui au fond de leur mémoire pour reconstituer jour après jour l'enfer qu'ils ont vécu lors de cet effroyable convoi. Il n'est que de comparer le chiffre de 5 009 hommes comptabilisés à la montée dans le train par les SS à celui des 816 morts-vivants qui arrivèrent à Dachau le 28 avril après un voyage de 760 km en 21 jours !

Le 7 avril le convoi quitte Buchenwald à pied pour rejoindre la gare de Weimar et les 5 000 hommes qui le composaient furent entassés à près de cent par wagon les uns fermés, les autres à ciel ouvert. L'auteur et plusieurs de ses compagnons se trouvaient dans le wagon 46. Leur destination devait être Flossenbürg. Mais le Reich vivait ses derniers jours, les nazis étaient affolés et une pagaille générale régnait en Allemagne. Pour éviter les armées russes et américaines, le convoi fut plusieurs fois détourné, arrêté, passant d'abord vers l'est, puis le sud, entra en Tchécoslovaquie et fut finalement dirigé vers le sud-ouest pour aboutir à Dachau dans la nuit du 27 au 28 avril. Tout ce voyage ne fut qu'un long cauchemar : la faim, la soif, le manque de place, l'impossibilité de bouger, s'asseoir, s'allonger, dormir, l'agressivité et les bagarres dues à la promiscuité et même les tueries entre déportés, et puis le froid, la pluie neigeuse et glacée, le manque d'hygiène, les malades sans soins, les morts qu'il fallait ramasser tous les deux jours pour les traîner sur le bas-côté des voies ferrées ; tout cela sans compter avec la cruauté croissante des SS que la peur de la fin de leur règne rendait de plus en plus féroces et qui exécutaient à la mitraillette sans aucune raison.

Ce voyage hallucinant fut pourtant éclairé par deux actes de courage remarquables.

D'abord celui des femmes tchèques de Pilsen qui repoussèrent les SS pour apporter à boire et à manger à tous les détenus ; puis celui de ce curé allemand de Worm-Wald qui, lui aussi, tint tête aux SS en les obligeant à donner une sépulture décente à 800 morts sortis des wagons-morgues, et entraîna ses paroissiens à ravitailler personnellement les occupants du train pendant les quatre jours durant lesquels le convoi resta à proximité du village. Mais dans l'horreur de cet enfer, c'est surtout la fraternité, la solidarité de « petits groupes » qui permirent aux déportés de se soutenir mutuellement et créa entre ceux qui eurent la chance de revenir une amitié « dure comme le ciment romain ».

Le 28 avril, le convoi arrive à Dachau. Les camarades de ce camp pourtant aguerris et habitués à recevoir des convois furent effrayés par l'aspect inhumain de ces 816 survivants, hagards, émaciés, en guenilles, ne tenant plus sur leurs jambes et ne sachant plus où ils étaient ni ce qu'ils faisaient... Ce fut un choc bien pire encore, car imprévu, pour les soldats américains qui arrivèrent au camp le lendemain, lorsqu'ils virent ces hommes à

moitié morts et trouvèrent leur train encore chargé de tas de cadavres.

Très vite, les rescapés qui souffraient de dysenterie, typhus exanthématique, érysipèle, gale et troubles multiples et complexes furent pris en charge par le corps médical de l'armée américaine, la mission vaticane et les services de l'armée française. Mais en dépit des soins rapides et très attentifs dont ils furent l'objet, la moitié d'entre eux moururent dans les jours qui suivirent. Ils avaient retrouvé la liberté, certes, mais ni leur famille ni leur pays.

Ceux qui revinrent se sont tus, ne pouvant parler de ce qu'ils venaient de vivre. Leur retour fut très pénible. Comment faire comprendre, évoquer, transmettre ce qui reste encore incommunicable ?

Pourtant 50 ans après, les rescapés encore vivants de ce train infernal, plus soudés que jamais, ont uni leur courage pour mettre en commun leurs mémoires, leurs témoignages, leurs notes afin que ce livre soit écrit avant qu'il ne soit trop tard. C'est pour eux un

« devoir de mémoire » qu'ils doivent à leurs camarades morts et à leurs familles, à leurs enfants, leurs petits-enfants et aux générations à venir.

Ce fut donc François Bertrand qui fut chargé de ce travail et écrivit le récit de ce convoi : récit pénible, terrible, mais récit authentique, vécu qui s'appuie sur des témoignages, des documents incontestables et dans lequel la rigueur des chiffres dans leur sécheresse est là pour confirmer tout ce que cet ouvrage, complété par des documents de tous ordres (en annexe) nous apprend, ou se rappelle à notre mémoire.

Ce livre est à lire, à faire lire et sera, j'en suis sûre, un des documents incontournables pour les chercheurs de maintenant et de demain.

Michèle Agniel

* François Bertrand. *Notre devoir de mémoire. « Convoi Buchenwald-Dachau du 7 au 28 avril 1945 »*. Ed. Héraclès, 1997, 260 p., 160 F.

Jusqu'au bout de la Résistance**

Avec le concours proche et constant de la FNDIR et de l'UNADIF, une équipe éditoriale personnalisée par le romancier et essayiste Bernard Fillaire, vient de soutenir avec succès la gageure, comme il le dit, de rendre compte du « kaléidoscope des camps » en publiant un livre de 515 pages qui paraît court *Jusqu'au bout de la Résistance*. Il aurait pu être intitulé *La Résistance jusqu'au bout*, à savoir déportations, morts en masse, survies rares et puis, le rappel du « non » qu'ils incarnèrent, comme le souligne le Président de la République Jacques Chirac dans la préface, « quand ils (les déportés) furent emportés dans la plus grande entreprise de déshumanisation de tous les temps ».

Ce travail est fondé sur les témoignages d'une cinquantaine de survivants, s'appuyant sur les archives de leurs souvenirs personnels. Ce livre n'est ni tout à fait une œuvre d'historien par le hasard des choix des récits, ni tout à fait une œuvre littéraire car l'auteur opte pour une présentation didactique de la vie dans les camps plutôt que pour une évocation qui aurait pu aller au tréfonds des cœurs par la force du dit et du non-dit comme le fait Charlotte Delbo dans n'importe lequel de ses livres.

Louant le talent de Victor Hugo, Emile Henriot parlait « du vaste fourre-tout de *La Légende des siècles*. Parlera-t-on de même maintenant du fourre-tout de ce qu'il appelle « les déportés-résistants » ?

Peut-être, mais seulement dans la mesure où l'ouvrage passe très vite et presque constamment du témoignage d'un survivant à l'autre réduit à sa plus simple expression, parfois cinq dans une même page. Pas vraiment

toutefois. Car Bernard Fillaire, par volonté d'humilité et dépassement, est omniprésent par le découpage en petits morceaux du flux des souvenirs de tous et chacun, ainsi ajustés comme un travail de marqueterie.

A ceci près que parfois jaillissent de leur contexte morcelé quelques documents bouleversants qui subjuguent irrésistiblement le lecteur, telle la lettre d'adieu et d'amour de Boris Vildé à sa femme à la veille de son exécution. Celle-ci figure dans les annexes du livre qui, de la page 380 à 512 apportent quelques documents ou fiches donnant de précieuses mises au point.

Il faut citer enfin les dessins de Dominique Beccaria, certes impressionnants dans leur précision mais moins que les images qui nous hantent encore.

A.V.

** FNDIR, UNADIF, Bernard Fillaire. *Jusqu'au bout de la Résistance*, Ed. Stock, 1997, 516 p., 170 F.

Aux Editions *Le bruit des autres* vient de paraître *Les Veilleuses**. A la suite de Sylviane Gresh, nous sommes entraînées dans l'élaboration du projet du 3 février 1995 où 350 comédiennes de la compagnie *Bagages de Sable* ont lu à la même heure, dans 154 communes de France, « Charlotte Delbo n° 31661 Auschwitz », nous conviant à une parole, à la restitution de la mémoire vivante.

Elles se sont voulues éveilleuses de conscience, maillons d'une chaîne, passeuses de mémoire. « Nous étions immobiles, réduites au battement de nos cœurs » écrit Charlotte Delbo.

L'Association Mémoire Vive des convois des 45000 et des 31000 d'Auschwitz-Birkenau, nous a transmis cet « Au revoir » à Nicole Lautissier, née Lucienne Michaud.*

Au revoir Nicole.

Chère Nicole, pourquoi nous avoir quittées si brutalement, nous avons toutes ressenties alors une peine si profonde...

Nicole, pour nous les survivantes du convoi des 31000 et pour moi en particulier, tu étais une amie, une sœur. Depuis Romainville où j'ai vu arriver une grande jeune fille, pleine de vie, d'à peine 19 ans, nous ne sommes jamais quittées, ni à Auschwitz-Birkenau, ni à Ravensbrück. A notre retour, après un long séjour en Suisse pour te soigner loin des tiens, nous nous sommes retrouvées et nous avons parcouru un chemin commun pour notre combat contre la barbarie et pour la dignité humaine.

Le 24 janvier 1943, nous sommes parties de Compiègne dans le convoi des 230 femmes otages, le convoi de Marie-Claude Vaillant-Couturier, de Marie-Elisa Cohen, d'Hélène Langevin, d'Heidi Hautval, de Charlotte Delbo, de bien d'autres, et le 27 janvier, à l'ouverture des wagons, cette immensité blanche et glacée, les hurlements, les chiens, les SS, les mitrailleuses, mais aussi cette Marseillaise qui a jailli de nos rangs à l'entrée du camp des femmes de Birkenau...

Dans cet enfer où nous avons vécu et notamment au Revier où tu rentrais comme infirmière et où tu survécus du typhus et d'un pneumothorax, tu as toujours fait preuve d'une solidarité et d'une sollicitude envers toutes nos compagnes. Nous ne pouvons imaginer de ne plus te revoir, tu as toujours été si sensible et si compréhensive pour aider nos compagnes.

Ton discours plein de chaleur lors de l'hommage à Marie-Claude sera pour nous ton dernier message pour la mémoire vive de la Déportation. Tu devais aller témoigner à Drancy et dans d'autres villes pour faire connaître notre lutte, nos souffrances et notre solidarité dans les camps de la mort et en particulier à Auschwitz-Birkenau où nous vécûmes l'enfer.

Tu as rejoint Jean, ton époux, déporté à Dachau qui lui aussi participa à la Résistance et à la libération de notre pays.

Betty Jégouzo

* Maison des Anciens Combattants, 11, rue des Anciennes Mairies, 92000 Nanterre.

A la manière d'un chœur antique, par groupe de deux, de l'âge des jeunes filles et femmes du convoi du 24 janvier 1943, elles les ont fait revivre pour nous intensément.

Les Veilleuses sont suivies de *Un événement sans réponse* de Dominique Paquet et des *Carnets* de la compagnie Bagages de Sable qui relatent l'émouvante mise en œuvre du projet de septembre 1993 à février 1995.

Fr. R.

* Sylviane Gresh, *Les Veilleuses*, Ed. Le bruit des autres, 1997, 239 p., 130 F.

Discours de Monsieur le Préfet de l'Essonne, Pierre Mutz, le 18 mai 1998 à l'occasion de la remise des prix du Concours national de la Résistance et de la Déportation

Monsieur le Président du Conseil général,
Messieurs les Compagnons de la Libération,

Mesdames et Messieurs,

Nous sommes réunis aujourd'hui pour la remise des récompenses aux lauréats du Concours de la Résistance et de la Déportation, quelques jours seulement après l'anniversaire de la victoire alliée sur l'oppression nazie.

Ce n'est pas une formalité pour moi que de remettre ces prix. C'est un moment fort et important.

Je tiens d'abord à féliciter les jeunes qui ont volontairement participé à ce concours. Le sujet sur lequel vous étiez appelés à travailler cette année, « *Les étrangers dans la Résistance* », a sans doute nécessité des recherches approfondies dont je salue le mérite. Ce travail vous a sans doute également révélé des aspects jusque-là inconnus de cette période de notre Histoire.

L'engagement des étrangers et leur contribution décisive aux succès remportés par la Résistance est évidemment une source d'interrogation pour nous. Qui étaient ces hommes qui ont pris des risques inouïs et ont librement accepté de verser leur sang pour un pays qui n'était pas leur patrie ? Quelle idée de la France était donc la leur pour consentir à un tel sacrifice ?

Vous connaissez tous le bouleversant poème d'Aragon sur L'Affiche rouge que les Allemands placardèrent pour y dénoncer les résistants du groupe Manouchian ; je le cite :

*« Ils étaient vingt et trois quand les fusils
fleurirent
Vingt et trois qui donnaient leur cœur avant
le temps
Vingt et trois étrangers nos frères pourtant
Vingt et trois amoureux de vivre à en mourir
Vingt et trois qui criaient "La France" en
s'abattant »*

Ces étrangers, arméniens, polonais, roumains, russes, espagnols et de bien d'autres nationalités encore, étaient les soldats sans uniforme de la grande armée secrète de libération. Au nom d'un idéal et d'une certaine idée de la France, ils ont gagné leur place dans les rangs des Libérateurs. Leur engagement dans la Résistance est l'un des plus beaux hommages qui ait été rendu à notre pays, à sa tradition d'accueil des étrangers et à sa devise : **Liberté, égalité, fraternité**. Le combat pour la France s'identifiait alors aux yeux de ces hommes et de ces femmes, au combat contre la tyrannie, à la lutte pour la justice et pour l'espérance, car, selon le mot du Général De Gaulle : *Il existe un pacte vingt fois séculaire entre la grandeur de la France et la liberté du monde.*

Relever la France, c'était alors œuvrer pour la liberté de tous les peuples asservis par le nazisme et c'est ce qu'ont compris les étrangers qui ont choisi de se battre pour notre pays. *Le tombeau des héros est le cœur des vivants* a écrit Malraux dans ses *Oraisons funèbres*. Souvenons-nous du sacrifice de ces héros de la Résistance qui ont combattu et qui sont morts pour notre liberté.

À l'heure où le devoir de mémoire et la fidélité aux victimes s'imposent plus que jamais, face aux tentatives de ceux qui cherchent à discréditer l'action de la Résistance, à salir l'honneur des Résistants ou à nier l'horreur des camps, je ne saurais trop insister sur l'importance du Concours National de la Résistance et de la Déportation. Ce concours marque chaque année la volonté des jeunes générations de faire vivre le souvenir des faits héroïques et des sacrifices qui ont permis à notre pays de recouvrer son indépendance et son honneur. Je voudrais donc remercier toutes les institutions et les personnes qui, à des titres divers, œuvrent chaque année à l'organisation de ce concours : anciens résistants et déportés, Inspection d'Académie, professeurs.

À l'intention de ces derniers, je souhaiterais lire la lettre qu'un **proviseur** de lycée américain avait coutume d'envoyer à chaque rentrée scolaire à l'ensemble des **enseignants de son établissement** :

Cher Professeur,

*Je suis un survivant de camp de concentration.
Mes yeux ont vu ce qu'aucun homme ne
devrait voir :*

Des chambres à gaz construites par des ingénieurs instruits.

Des enfants empoisonnés par des praticiens éduqués.

Des nourrissons tués par des infirmières entraînées.

Des femmes et des bébés exécutés et brûlés par des diplômés de collèges et d'universités.

Je me méfie donc de l'éducation.

Ma requête est la suivante : aidez vos élèves à devenir des êtres humains.

Vos efforts ne doivent jamais produire des monstres éduqués, des psychopathes qualifiés, des Eichmann instruits.

La lecture, l'écriture, l'arithmétique ne sont importantes que si elles servent à rendre nos enfants plus humains.

Que nous soyons enseignants, parents, décideurs publics, cette lettre nous rappelle à notre véritable mission : celle de contribuer, par l'éducation et l'exemple, à l'éradication de la barbarie et à l'édification d'un monde où les valeurs d'humanité ne seront plus jamais menacées.

C'est cet espoir, qui est l'esprit-même de la Résistance, qui doit nous habiter.

Je suis convaincu que les jeunes lauréats du concours sont déjà des témoins de cet esprit et je les encourage à transmettre, à leur tour, les valeurs de la Résistance qui fondent l'espoir en l'Homme et en un avenir de paix.

Je vous remercie.

Applaudissements prolongés

Le Concours 1998 nous a donné beaucoup de satisfactions par la qualité des devoirs dans l'ensemble des Académies quoique le nombre de candidats ait été moindre. Nous avons le plaisir de publier le texte qui a obtenu un premier prix dans les Yvelines.

Jacqueline Fleury

Entre les deux guerres et jusqu'en 1940, la France a attiré bon nombre d'étrangers sur son sol. En effet, elle jouissait de la réputation d'avoir une tradition séculaire d'accueil et on reconnaissait ce pays comme grand défenseur des droits et libertés de l'homme. De plus, après la première guerre mondiale, la France est dépourvue d'hommes jeunes nécessaires à la reconstruction économique du pays. Elle signe donc dès 1919 des accords d'immigration avec l'Italie, la Pologne et la Tchécoslovaquie. Cette attirance de la France provoque la venue de nombreux immigrés, ayant des raisons diverses : 300 000 Russes blancs et des Baltes fuient la révolution bolchévique, 750 000 Polonais qui trouvent des centaines de milliers d'emplois dans les Houillères de Lorraine, du Nord et du Nord-Pas-de-Calais, des Italiens anti-fascistes fuyant Mussolini et d'autres chassés par la misère, qui trouvent des emplois dans le bâtiment, les travaux publics, l'agriculture, dans le Nord, la région parisienne, la région lyonnaise, des Belges dans l'agriculture, et dont la proportion augmentera avec l'exode de 1940, des Juifs victimes de pogroms et de l'antisémitisme des pays de l'Europe centrale en difficulté économique, des Arméniens rescapés du génocide de 1915 à 1920 dans l'empire

Vient de paraître

dans la collection « *Mémoires Vives* » :
Violette Maurice et Lucie Aubrac
Document-Vidéo
édité par Grèce Communication,
22, rue de la Ruche, 69003 Lyon
99 F + frais d'envoi : 25 F.

CONCOURS NATIONAL DE LA RÉSISTANCE ET DE LA DÉPORTATION (suite)

ottoman, et enfin des républicains espagnols vaincus par les fascistes et fuyant les représailles franquistes, des intellectuels allemands et autrichiens anti-fascistes fuyant le nazisme.

La plupart des immigrés s'installent définitivement favorisés par la politique du gouvernement qui accorde de nombreuses naturalisations, selon certains critères. A la déclaration de guerre la population étrangère réagit solidairement comme les Français.

Les motivations qui ont conduit de nombreux étrangers à entrer dans la guerre sont diverses :

Généralement, les étrangers ont réagi comme les Français, écoutant peu l'appel du Général de Gaulle, voulant après l'armistice du 20 juin 1940, reconstituer leurs familles. Faisant d'abord confiance au Maréchal Pétain, vainqueur de Verdun, chargé des pleins pouvoirs par le gouvernement, ils déchantent vite face aux rigueurs de l'occupation. En effet, des mesures draconiennes sont prises par les Allemands, surtout dans la zone Nord occupée : couvre-feu, interdiction de circuler entre les régions, taxes financières cinquante fois plus élevées que ce qui est nécessaire à l'entretien de l'armée, pillage économique de l'industrie et de l'agriculture, les denrées sont achetées en masse par les magasins réservés à l'occupant ou par le marché noir, le vol des œuvres d'art est systématique, l'angoisse de l'occupant est insupportable.

Cependant, dans la zone sud, zone libérée, le gouvernement et l'administration de Vichy sont fictivement indépendants, les conditions de vie sont moins difficiles. Mais après l'entrevue de Montoire en octobre 1940, Vichy prend de nombreuses mesures discriminatoires pour les étrangers qui doivent déjà faire face à la misère. Leurs naturalisations, pour un grand nombre, leurs sont enlevées, le Statut des Juifs est promulgué, des listes d'« indésirables » sont établies, les Allemands, les Autrichiens, les Italiens anti-fascistes, sont internés administrativement, contrairement au droit d'asile.

De plus, la plupart ont des raisons personnelles de résister à l'occupant. Ils se rappellent en effet les atrocités commises par les fascistes, nazis en Pologne et Tchécoslovaquie, franquistes en Espagne. Parmi eux, certains sont recherchés. Leur haine contre les nazis est grande, à cause notamment de leur idéologie. Ils sont de race supérieure, race de seigneurs et ont le droit d'opprimer les peuplades inférieures comme les Juifs, les Slaves, les prisonniers des camps de concentration, les prisonniers de guerre soviétiques. Les Juifs sont particulièrement touchés par l'antisémitisme allemand et le statut instauré par Vichy : besoin d'un *numerus clausus* pour entrer dans une université ou exercer une profession libérale, interdiction de pouvoir accéder à la fonction publique. Les républicains espagnols, anciens des Brigades internationales trouvent dans la résistance le moyen de

continuer à combattre les fascistes, et plus tard, libérer l'Espagne de la dictature. De plus, les étrangers préfèrent la résistance à la coopération forcée dans des groupes de travailleurs étrangers envoyés en Allemagne ou employés par l'organisation Todt.

Comme les Français, la population étrangère prend donc une part importante dans le combat mené contre l'occupant. Elle y participe de plusieurs manières, dans des unités mixtes de résistance avec d'autres Français ou dans des organisations spécifiques à leur pays d'origine, ou bien au sein des Forces Françaises Libres.

Après la défaite de 40, la résistance est le fait d'actions personnelles, avec des filières d'évasion pour les soldats français et anglais bloqués dans le nord. Puis en 41, des groupuscules se forment, rassemblant des personnes ayant les mêmes idées. La résistance intérieure est d'abord un peu faible, on fait des graffitis, on distribue des tracts, les actions n'ont pas une grande envergure militaire, comme abattre des poteaux indicateurs, crever des pneus de voiture, ou couper des câbles. Pourtant, lors des manifestations et grèves de mai-juin 1941, les Polonais du nord réagirent en masse et subissent la répression. La résistance devient risquée, les condamnations pénales sévères, aider des évadés est passible de la peine de mort. En 1942, la résistance intérieure s'amplifie face aux restrictions imposées par l'occupant. Des réseaux et des mouvements se créent. Les réseaux sont chargés du renseignement et parfois de sabotages, le recrutement est donc très limité. Les mouvements procèdent à un recrutement plus large par leur contre-propagande. Ils sont nombreux mais peu étoffés en zone nord, comme les Francs-Tireurs-Partisans. Ceux de la Résistance, l'Organisation Civile et Militaire. Ils sont plus importants en zone sud et couvraient parfois plusieurs régions. En novembre 1942, la zone libre est envahie, les Allemands après leurs défaites en Italie et Afrique du Nord redoutent un débarquement allié. La résistance se structure alors, développe sa logistique, des branches armées apparaissent, qui sont intégrées à la Résistance Intérieure par le délégué du Général de Gaulle, Jean Moulin. On développe des actions de force. Les FTP préconisent la généralisation des attentats tandis que d'autres soulignent la dureté de la répression pour les civils. En 1943, en liaison avec Londres la SOE (Special Operations Executive, britannique) et le BCRA (Bureau Central de Renseignements et d'Action, français), des opérations de grande envergure sont montées, la guérilla urbaine se développe dans la région lyonnaise, à Paris, dans le Nord. En 1944, on entrevoit la victoire et la résistance intérieure devenue Forces Françaises de l'Intérieur sous les ordres du Général Koenig, passe à l'offensive à la veille du débarquement comme au Mont Mouchet en Auvergne, ou à Saint-Marcel en Bretagne. Dans toutes ces formations où Français et étrangers se côtoyaient, certains étrangers ont joué des rôles importants comme le Russe, responsable du groupe de

sabotage de la CGT, en 1942, puis qui deviendra chef des FTP de la région parisienne ; arrêté et torturé, il est fusillé au Mont-Valérien. De même l'Arménien Manouchian, chef d'un groupe FTP de Paris qui éliminera le général SS responsable du transfert des ouvriers en Allemagne.

Mais d'autres étrangers formaient leurs propres groupes, groupes le plus souvent linguistiques. Leurs mouvements étaient structurés et organisés. Ainsi, pendant l'entre-deux-guerres, la CGT créa la MOI : Main-d'Œuvre Immigrée, structure d'accueil des travailleurs étrangers, constituée de groupes de langues (russe, italien, yiddish...). Dissoute en 1933, à la suite du pacte germano-soviétique elle est reconstituée secrètement en 1940 par les russes Grajowski et Kaminski et un tchécoslovaque. En 41 est constituée une branche armée, l'organisation spéciale (OSMOI) par un républicain espagnol et le russe Kaminski. Elle fusionne en février 42 avec les FTP d'obédience communiste. Les unités FTP-MOI se développent surtout dans les grandes villes comme le groupe Manouchian à Paris, ou la 35^e brigade Marcel Langer à Toulouse qui agissait en ville et dans les départements limitrophes. Les FTP-MOI développaient les actions de résistance classique (sabotage, renseignement...) et aussi la guérilla urbaine. Parmi eux, on peut remarquer le groupement Jimenez qui fait sauter un train, éliminant plusieurs centaines de soldats de la Wehrmacht, ou bien un espagnol, responsable de l'école des cadres FTP de Faulac. Mais certains préférèrent quitter cette structure pour se battre sous leur drapeau, comme les guerilleros espagnols.

Un des premiers mouvements étrangers à se former en France fut polonais. En effet 86 000 soldats polonais étaient repliés en France, et ont créé le réseau de renseignements F2 à Toulouse, centre de mobilisation. Le réseau resta en contact avec Londres qui envoya l'ancien consul de Lille, pour former l'organisation polonaise de résistance pour la libération, la POWN qui développa des journaux clandestins et eut une grande influence sur la population polonaise. Une branche militaire fut créée par le Colonel Zdrojewski (alias Colonel Daniel) en 43 et qui réussit plus tard à l'intégrer dans les FFI tout en gardant une certaine autonomie. Des réseaux se développaient dans le Nord - Pas-de-Calais et la Lorraine, mais à la libération, certains polonais formèrent deux groupements d'infanterie qui servirent de pionniers à la première armée « Rhin et Danube » du général de Lattre.

300 000 Russes blancs se trouvaient en France en 1940 et formèrent plusieurs réseaux et mouvements comme le groupe Musée de l'Homme. On peut remarquer la Princesse Obolensky qui travaillait pour l'Organisation Civile et Militaire, ou la Princesse Volkonsky, infirmière bénévole dans les maquis de Dordogne. Dès 1942, des dizaines de milliers de prisonniers soviétiques furent transférés en France et l'Union des Patriotes

CONCOURS NATIONAL DE LA RÉSISTANCE ET DE LA DÉPORTATION

Russes fut créée. Elle permit d'organiser des comités d'évasion et d'envoyer les évadés dans les maquis FTP. De plus la Légion géorgienne de 800 hommes, arrivée en France, fournit 400 déserteurs aux unités déjà formées.

La population juive éprouvée, surtout dans la zone Nord, développa d'abord des organisations sociales comme l'OSE (Organisation de Secours aux Enfants), des filières d'évasion vers la Suisse et obtint l'aide financière des Etats-Unis. Elle créa aussi un mouvement de combat, l'AJ (Armée Juive) qui participa aux actions des FTP. Deux maquis furent créés en Dordogne, un par l'AJ, le second par la Jeunesse Israélite de France. Ces deux maquis formèrent ensuite une partie du « Corps franc de la Montagne noire » et le peloton juif de la compagnie FTP Max Haguénau.

Au début de la guerre, 300 000 Espagnols étaient concentrés dans le Sud-Ouest. Le XIV^e corps des Guerilleros espagnols (GE) fut créé en 42 dans les montagnes de l'Aude et de l'Ariège. L'Union Nationale Espagnole forme des brigades dans les départements, appartenant à une division de région. Ainsi en 1943, les 4^e, 14^e et 15^e divisions livrèrent de durs combats contre l'occupant et la milice de Darnand. Le maquis de l'Ariège était en liaison avec Londres grâce à l'adjudant et futur général Bigeard, du BCRA.

D'autres mouvements participèrent à la Résistance intérieure aux côtés des FTP : 2 000 Arméniens dont le groupe Manouchian responsable de 92 attentats en six mois et éliminé par les forces de police. De nombreux Italiens anti-fascistes combattirent aussi avec pour but de libérer et démocratiser l'Italie fasciste, comme Trentin qui créa à Toulouse le mouvement « Libérer et Fédérer ». Les Allemands et les Autrichiens anti-fascistes créèrent d'abord des mouvements de propagande d'inspiration communiste comme « Allemagne Libre » et « Autriche Libre ». Puis à Lyon, le juif allemand Kugler créa l'organisation du Travail Allemand (TA) qui vise à démoraliser les soldats, créer des liens, collecter des renseignements. Les Allemands eurent d'abord du mal à s'intégrer mais leur courage et leur expérience militaire firent le reste.

Ainsi, de nombreux immigrés combattaient dans la résistance intérieure, mais on en trouve aussi dans des unités régulières de la France Libre, comme la Légion Etrangère. Ainsi la 13^e Demi-Brigade de la Légion Etrangère ayant combattu en Norvège va constituer la première unité des Forces Françaises Libres, avec des évadés et des républicains espagnols. En 1941, la Brigade Française d'Orient des FFL commandée par le Colonel de Monclar remporte la première victoire française en Erythrée et combat avec la division anglo-indienne. En 1942 en Lybie, la 13^e DBLE avec un régiment de Fusiliers Marins sous les ordres du Général Koenig remporte la victoire du Bir Hakeim puis El Alamein où tombe le prince géorgien Ami-

lakvari, colonel de Légion ; une promotion de Saint-Cyr reprendra son nom. A la libération de l'Afrique du Nord, l'Armée d'Afrique reprend le combat. Des volontaires espagnols vont former deux bataillons et un groupe de chars. Ils combattent avec des tirailleurs et des Légionnaires en Italie pendant l'offensive du Garigliano, la libération de Rome, de Sienne, puis débarqueront en Provence avec la 1^{re} Armée, remonteront la vallée du Rhône avec le RMLE (Régiment de Marche de la Légion Etrangère) et le 1^{er} REC (Régiment étranger de Cavalerie), réduiront la poche de Colmar, participeront à la campagne d'Allemagne de la Forêt noire et du Wurtemberg jusqu'au Tyrol. Dans les unités de la Légion Etrangère servaient principalement des Espagnols, des Italiens, des Israélites, venus du Maroc et de la maison mère de Sidi-Bel-Abbès en Algérie. Les Allemands anti-fascistes recherchés par les nazis, au sein de la Légion, avaient été envoyés en 1940 en Indochine au 5^e Régiment Etranger d'Infanterie. Parallèlement, la 2^e Division Blindée du général Leclerc, formée en Afrique Occidentale autour du Régiment de Marche du Tchad est envoyée en Angleterre. Après le débarquement du 6 juin 1944, elle suit les armées alliées et délivre Paris. La neuvième compagnie du 3^e bataillon du Régiment de Marche du Tchad, commandée par le Capitaine Dio fut la première à entrer dans Paris. Elle était composée principalement de républicains espagnols et était appelée la « nueve ». La 2^e DB alla jusqu'à Strasbourg selon le serment fait à Koufra.

Tant dans les FFL que dans la résistance intérieure, les étrangers combattirent et moururent pour la France. La répression à leur égard fut plus dure que pour les Français. Ils furent en effet traités de mèteques, juifs ou communistes, les autorités allemandes tentèrent de les déshonorer en les présentant comme des terroristes de droit commun, comme ce fut le cas pour l'arménien Manouchian. Ils furent nombreux à mourir sous la torture ou dans les camps de concentration ou d'extermination. Sans ces étrangers, la résistance française aurait-elle survécu, malgré l'aide apportée par les Britanniques et les Américains ? Il est certain que des unités comme les guérilleros espagnols furent indispensables à la libération de certaines régions. Le gouvernement de la libération a d'ailleurs rétabli ces étrangers dans leurs droits de résistants et a redonné les naturalisations supprimées par Vichy.

Ces étrangers ne sont-ils pas devenus Français « par le sang versé » ? De plus, ils contribuèrent aussi à la reconstruction de la France. La résistance fut donc un facteur important d'intégration de cette population étrangère. Mais face au problème actuel de l'immigration, la solidarité et la fraternité de la résistance sont bel et bien oubliées.

Pierre-Emmanuel Véchambre
1^{er} S7 Lycée Hoche
Versailles

CARNET FAMILIAL

DÉCÈS

Nous avons le vif regret de vous faire part du décès de nos camarades :

Jacqueline Bévérina (Myrtille - 27435), Paris, le 24 avril 1998 ;

Simone Berclaz, Montmain, le 24 avril 1998 ;

Marcelle Itzkowitz (42132), Paris, le 7 mai 1998 ;

Anne-Marie Fayet (27397-52852), Romagnat, le 30 mai 1998, (cousine de Suzanne Retru) ;

Marthe Scheibel (39301), Illkirch-Grafenstaden, le 3 juin 1998 ;

Lydia Siffre, Monzac, juin 1998.

Henriette Labussière (27734-5536), Diou, a perdu son mari, ancien prisonnier, le 19 février 1998 ;

Denise Rousseau-Villard (57912), le Plessis-Robinson, a perdu son mari, le 19 mai 1998 ;

Rosette Larrue (27630), Toulouse, a perdu son fils Jean-Paul, mai 1998 ;

Rosette Deville (38863-51499), Izernore, a perdu sa mère, mai 1998 ;

Fernande Servagnat (35187), Sermiers, a perdu sa fille, juin 1998.

MARIAGES

Lucienne Lesien (22406), Saint-Aubin-lès-Elbeuf fait part du mariage de son petit-fils Frédéric avec Florence Lacôte, le 20 juin 1998 ;

Marie Zamanski (35370), Paris, fait part du mariage de son petit-fils Jérémie avec Héléne Briolay, le 29 août 1998.

DÉCORATION

Yvette Bernard-Farnoux (80583), Paris, a été élevée à la dignité de Grand' Croix de l'Ordre National du Mérite.



Enfin, le CD-ROM de la Fondation « Mémoires de la Déportation »

Il sera envoyé en septembre à celles qui l'ont commandé ! Si vous voulez bénéficier du prix de souscription, il en est temps encore : 250 F port compris, directement auprès de la Fondation pour la Mémoire de la Déportation, 71, rue Saint-Dominique, 75007 Paris.

Malgré ses imperfections et ses manques, souhaitons lui le succès que méritent les efforts conjugués des déportés et des techniciens pendant plus de deux ans !

D.V.



LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Paris, le 13 mai 1998

Chère Madame,


J'ai le très grand plaisir de vous annoncer que j'ai décidé, par un décret qui sera publié dans les prochains jours au Journal Officiel, de vous élever à la dignité de Grand' Croix de l'Ordre National du Mérite.

Cette prestigieuse distinction, que j'ai tenue à vous décerner, vient couronner l'action dans la Résistance et dans les camps d'une femme au courage et à la générosité exceptionnels. Elle récompense aussi votre dévouement à l'égard de vos camarades déportés, vos efforts pour venir en aide aux orphelins de la Résistance et votre engagement en faveur des grandes causes humanitaires. Elle récompense enfin les services éminents que vous avez rendus à notre pays en contribuant, par vos activités sociales à l'étranger, au rayonnement de la France.

Aussi, je suis très heureux de vous adresser à cette occasion mes félicitations les plus vives et les plus sincères.

Je vous prie de bien vouloir agréer, chère Madame, l'expression de mes très respectueux hommages.

*Avec la bign
cordiale union,*


Jacques CHIRAC

Madame Yvette Bernard-Farnoux
2, avenue du Parc - 92170 Vanves

Rendons à César, ce qui est à César !...

Sollicités par l'Archevêché de Lyon qui souhaitait inscrire le nom de notre sœur, Hélène Roederer, sur une liste de « Martyrs de la foi du XX^e siècle », avec d'autres victimes chrétiennes de la Résistance et de la Déportation de la région lyonnaise, notre refus pouvait se résumer ainsi : Rendons à César...

Car si l'Eglise catholique en France a utilisé cet argument pour ne pas rejeter fermement et dès le début, l'idéologie nazie, il nous paraît bien hypocrite de laisser ou faire croire, cinquante ans plus tard, que l'engagement dans la Résistance, refus de la défaite, rejet de l'envahisseur (même s'il n'avait pas été, par surcroît, nazi) était un engagement idéologique, de faire d'une réaction de civisme une réaction de foi, d'une guerre nationale une guerre de religion.

En outre, il nous paraît mal venu de séparer dans notre souvenir « celui qui croyait au ciel et celui qui n'y croyait pas ». Cette ségrégation, nous savons qu'Hélène la refusait totalement, même si sa formation chrétienne et la foi qui était la sienne ont pu lui être une source de force et un immense soutien.

Que les Eglises entretiennent le souvenir de leurs clercs martyrs, c'est leur rôle, mais que, pour une fois avec raison, elles rendent à César ce qui est à César. Les martyrs des camps de concentration, qu'ils soient morts ou aient survécu, n'ont pas à être séparés en catégories religieuses ou idéologiques dans notre souvenir, pas plus que dans le combat qu'ils ont mené ensemble, dans les sévices et les souffrances qu'ils ont partagés.

Famille Roederer



ATD

QUART MONDE

Pierrelaye, le 19 juin 1998

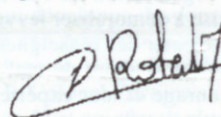
Chères amies,

Le lundi 16 février dernier, Geneviève – comme vous et nous avons la chance de pouvoir l'appeler – était entourée de ses trois familles : la sienne, celle que vous formez avec elle, et sa famille du Quart Monde.

Au nom du Mouvement ATD Quart Monde, je voudrais vous remercier de tous les signes de soutien et de solidarité que vous avez manifestés à l'égard de notre action. Nous avons compris combien ces signes étaient sincères de la part de femmes qui ont choisi de refuser l'intolérable absolu en se battant pour le respect de la dignité de tous sans exception. Geneviève vous a nécessairement parlé de l'énergie démesurée qu'il a fallu déployer pour que soit inscrit à l'article premier de la loi d'orientation contre les exclusions qu'elle serait « fondée sur le respect de l'égale dignité de tous les êtres humains ». C'est une avancée que les plus pauvres offrent à tous.

Pour ma part, je garde en mémoire à l'Elysée le moment où vous vous rassembliez pour la photo de la famille des déportées et internées de la Résistance. C'était la première fois que je vous voyais autour de Geneviève. Il émanait une force et une espérance immenses dans vos regards réunis ; cela donne confiance pour rester fidèle demain à cette bataille pour l'humanité de chacun.

Avec nos pensées de profonde solidarité.



Didier Robert
Délégué National

ADIR
241, bd Saint-Germain
75007 PARIS

Société des Amis de l'ADIR

Nous rappelons aux membres des familles de nos compagnes décédées, ainsi qu'aux enseignants et à tous ceux qui sympathisent avec les Anciennes Déportées et Internées de la Résistance, que l'adhésion à la Société des Amis de l'ADIR donne droit au service de notre bulletin (5^{ns} par an) : cotisation minimum 120 F.

Etablir le chèque au nom de :

Société des Amis de l'ADIR,
241, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris

Notre rencontre lyonnaise
17 et 18 septembre 1998

Complément d'information

La journée du 17 se déroulera comme prévu. Le 18, départ des hôtels à 9 h 30, puis arrêt et dépôt de gerbe au Monument de la Résistance, le « Veilleur de Pierre », place Bellecour, avant de reprendre les autocars pour aller voir le Vieux Lyon.

A nos adhérentes

Mentionnons pour nos camarades soucieuses d'épargner des lettres de relance tant à leur déléguée qu'au secrétariat de l'ADIR, que la cotisation annuelle est de cent francs (100 F). Les dons sont les bienvenus !

Directeur-Gérant : G. ANTHONIOZ
N° d'enregistrement à la Commission paritaire : 31 739
Imp. CHIRAT - 42540 Saint-Just-la-Pendue. N° 5577